



Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. limitée
30 septembre 2015
Français
Original :

Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud

Réunion intersessions

New York, 8 septembre 2015

Rapport sur la réunion intersessions du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, 8 septembre 2015

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Décision adoptée par le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud à sa réunion intersessions	2
II. Réunion plénière de haut niveau	6
A. Séance d'ouverture	6
B. Présentation du rapport	6
C. Discussion	6
III. Adoption de la décision et du rapport du Comité et clôture de la réunion	11
IV. Questions d'organisation	12
A. Date et lieu de la réunion	12
B. Participants	12
C. Adoption de l'ordre du jour	12
 Annexes	
I. Liste des participants	13
II. Liste des documents	14



Chapitre I

Décision adoptée par le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud à sa réunion intersessions

1. À sa réunion intersessions du 8 septembre 2015, le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud a adopté la décision ci-après:

Décision 18/IM/1

Le Comité de haut niveau

Réaffirmant la résolution 33/134 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1978, dans laquelle l'Assemblée a fait sien le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et l'application de la coopération technique entre pays en développement¹,

Réaffirmant également le document final de Nairobi, adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, tenue à Nairobi du 1^{er} au 3 décembre 2009, que l'Assemblée générale a fait sien dans sa résolution 64/222 du 21 décembre 2009,

Rappelant ses décisions 18/1 et 18/2,

Notant également la résolution 69/239 de l'Assemblée générale datée du 19 décembre 2014,

Prenant note du rapport du Secrétaire général au Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud lors de sa réunion intersessions du 8 septembre 2015, sur le renforcement de l'intégration et de la coordination de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au sein du système des Nations Unies² et *notant*, à cet égard, la nécessité de prendre en compte les recommandations du Corps commun d'inspection, ainsi que celles résultant de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour le développement sur sa contribution à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour la période 2008-2011³,

Constatant également que le Corps commun d'inspection, dans son rapport sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le système des Nations Unies⁴, adresse au Système de développement des Nations Unies des recommandations quant à la l'application de mesures visant à renforcer encore le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et *prenant acte* de la note connexe du Secrétaire général⁵,

Notant les résultats de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour le développement sur sa contribution à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour la période 2008-2011,

¹ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.78.II.A.11 et rectificatif), chap. I.

² SSC/18/IM/1.

³ Voir DP/2013/31.

⁴ Voir JIU/REP/2011/3.

⁵ Voir A/66/717/add.1.

Notant également que l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les politiques et cadres stratégiques des fonds, programmes et institutions spécialisées du système des Nations Unies constitue un effort positif,

Reconnaissant l'importance de pourvoir les postes de représentants régionaux du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud actuellement vacants,

Reconnaissant la nécessité de poursuivre l'examen par tous les États Membres des options présentées dans le rapport du Secrétaire général quant au positionnement institutionnel du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud⁶ avant qu'une décision ne soit prise,

Ayant conscience de l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, en plus de la coopération Nord-Sud, et du potentiel de l'ensemble des trois modalités à avoir une incidence positive sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que du renforcement de la coopération Sud-Sud, notamment au sein du Système de développement des Nations Unies, dont le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, dans ce contexte,

1. *Prie* le Secrétaire général de présenter, au cours de la soixante-dixième session de l'Assemblée générale, un complément d'information sur les attributions et les responsabilités à assumer par le Directeur du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, du fait de sa désignation en tant qu'Envoyé du Secrétaire général pour la coopération Sud-Sud dans le but d'appuyer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

2. *Prie également* le Secrétaire général de continuer, au besoin, à appliquer les recommandations non encore suivies d'effet formulées dans le rapport du Corps commun d'inspection et l'évaluation du Programme des Nations Unies pour le développement sur sa contribution à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour la période 2008-2011;

3. *Prie également* l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement, en sa qualité de Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement, de formuler des recommandations concrètes concernant l'appui supplémentaire que les organismes du système des Nations Unies et l'ensemble des États pourraient fournir à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire et qui pourrait comprendre le détachement volontaire de fonctionnaires et l'affectation d'administrateurs auxiliaires au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, ainsi que des mesures destinées à renforcer l'efficacité et l'impact du Bureau à l'échelle du système;

4. *Prie* le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud d'aligner pleinement son programme de travail sur son cadre stratégique 2014-2017;

5. *Prie* le Secrétaire général d'apporter les modifications nécessaires, au besoin, au Plan-cadre de directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire⁷, en consultation avec

⁶ Voir SSC/18/3, et résolution 69/239 de l'Assemblée générale.

⁷ Voir SSC/17/3.

l'ensemble des États et des organismes du système des Nations Unies pour le développement;

6. *Réaffirme* le mandat du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et son rôle central dans la promotion et la facilitation de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour le développement au niveau mondial et à l'échelle du système des Nations Unies, et *prie* le Secrétaire général, notant que les États doivent poursuivre l'examen des options présentées dans son rapport sur les mesures propres à renforcer le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud⁸ avant qu'une décision ne soit prise sur la proposition tendant à ce que ce Bureau devienne indépendant, sur le plan opérationnel, du Programme des Nations Unies pour le développement, de lui présenter, en consultation avec les États Membres, le Bureau pour la coopération Sud-Sud et le Programme des Nations Unies pour le développement, dans le cadre du rapport d'ensemble qu'il doit soumettre au Comité de haut niveau à sa dix-neuvième réunion qui se tiendra en 2016, une proposition détaillée de moyens concrets permettant de renforcer le rôle et l'impact du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, sous les auspices du Programme des Nations Unies pour le développement, sur les plans financier, humain et budgétaire, notamment par la désignation éventuelle d'un Envoyé du Secrétaire général pour la coopération Sud-Sud, et de formuler en parallèle des recommandations concrètes sur la contribution du Programme des Nations Unies pour le développement en pareil cas, en vue de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030;

7. *Réitère* la demande adressée à l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement, en sa qualité de Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement, de mettre en place un mécanisme interinstitutions mieux structuré et renforcé, coordonné par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, afin de susciter une adhésion commune aux initiatives Sud-Sud et aux initiatives triangulaires et un échange d'informations sur les actions de développement menées et les résultats obtenus par les divers organismes grâce à leurs modèles d'activité respectifs, à l'appui de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire; *appelle* les organismes des Nations Unies pour le développement à désigner des personnes référentes pour participer à ce mécanisme, et *prie en outre* l'Administratrice de donner au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud la possibilité d'être plus régulièrement représenté dans les mécanismes stratégiques et de coordination du Groupe des Nations Unies pour le développement, lorsqu'ils débattent de questions ayant trait à la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire;

8. *Note également avec satisfaction* certains progrès dans la mise en place de l'Équipe spéciale de la coopération Sud-Sud et triangulaire du Groupe des Nations Unies pour le développement, dans le but de parvenir à un mécanisme interinstitutions mieux structuré et renforcé, coordonné par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, et à la désignation de personnes référentes pour participer à ce mécanisme; et *rappelle par ailleurs* sa demande adressée à l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement, en sa qualité de Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement, de continuer de donner la possibilité au Bureau d'être représenté plus régulièrement au sein des mécanismes stratégiques et de coordination du

⁸ Voir SSC/18/3.

Groupe des Nations Unies pour le développement lorsqu'ils débattent de questions ayant trait à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire;

9. *Appelle* le Programme des Nations Unies pour le développement et les autres organismes compétents du système des Nations Unies pour le développement à aider les pays en développement à mettre en œuvre des projets de coopération Sud-Sud, y compris à partager les pratiques exemplaires et les expériences du Sud, notamment les pays les moins avancés, à leur demande et d'une manière qui soit compatible avec leur mandat et leurs plans stratégiques;

10. *Invite* les organismes des Nations Unies pour le développement à encourager le transfert de technologies à des conditions mutuellement convenues à l'avantage des pays en développement, pour tenter d'éliminer la pauvreté et concourir au développement durable;

11. *Demande* à nouveau au Secrétaire général de présenter un rapport complet sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente décision au Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud lors de sa dix-neuvième réunion, et d'informer le Comité des mesures concrètes prises pour renforcer encore, par une meilleure affectation des ressources, la coopération Sud-Sud, en particulier dans les organismes des Nations Unies pour le développement, notamment par le renforcement du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

Chapitre II

Réunion plénière de haut niveau

A. Séance d'ouverture

2. Lors de la séance d'ouverture au matin du 8 septembre 2015, le Président de la dix-huitième réunion du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, le représentant permanent du Bangladesh auprès des Nations Unies, a ouvert la réunion en faisant une déclaration liminaire.

3. Au cours de cette même séance d'ouverture, l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a fait une déclaration.

4. Toujours à la même séance, l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la coopération Sud-Sud et Directeur du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a fait une déclaration.

B. Présentation du rapport

5. Après la séance d'ouverture du 8 septembre 2015, le Comité a examiné les points 2 et 3 de son ordre du jour, les 8, 14 et 15 septembre. Les États Membres sont parvenus à une décision par consensus le 15 septembre 2015. La liste des documents dont a été saisi le Comité lors de sa réunion intersessions figure à l'annexe II du présent rapport.

6. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la coopération Sud-Sud et Directeur du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a présenté le rapport sur le renforcement de l'intégration et de la coordination de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire au sein du système des Nations Unies (SSC/18/IM/1).

C. Discussion

7. Dans le contexte du programme de développement pour l'après-2015 et d'un paysage mondial du développement en évolution rapide, les délégations ont réaffirmé leur soutien indéfectible à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire et leur potentiel à relever les défis les plus sérieux liés au développement, en particulier l'élimination de la pauvreté, comme décrit dans les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté par l'Assemblée générale à son sommet de haut niveau en septembre 2015. Elles ont également attiré l'attention sur l'importance que les États Membres accordent à la coopération Sud-Sud, la coopération triangulaire et à la traditionnelle coopération Nord-Sud dans le Programme d'action d'Addis-Abeba de 2015 issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, l'Accord de partenariat de Busan issu du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement en 2011, et le consensus de la première réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, en 2014. S'exprimant au nom de divers groupes, d'États Membres ou organisations

individuels, les participants ont souligné et salué l'implacable expansion organique des initiatives Sud-Sud et des initiatives triangulaires partout dans le monde.

8. Les États Membres et le Président du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud ont également saisi l'occasion pour féliciter et remercier l'ancien Envoyé spécial du Secrétaire général pour la coopération Sud-Sud et Directeur du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud pour son engagement et l'énergie qu'il a déployée pour promouvoir et mieux faire connaître la coopération Sud-Sud au sein du système des Nations Unies tout au long de son mandat. Ils ont salué également le nouveau Directeur censé prendre ses fonctions en octobre 2015 et lui ont exprimé leur confiance dans sa capacité à diriger le Bureau dans l'actuelle période critique.

9. En réponse au rapport du Secrétaire général sur le renforcement de l'intégration et de la coordination de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au sein du système des Nations Unies (SSC/18/IM/1), les États Membres ont tous exprimé leur soutien sans faille au rôle de leader et de coordination du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud dans la promotion et l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les plans et programmes stratégiques des organismes du système des Nations Unies pour le développement. Ils ont souligné le succès du Bureau dans la création d'un espace où les États Membres, les organismes du système des Nations Unies, le secteur privé et les acteurs non gouvernementaux du développement pouvaient forger des partenariats ouverts au service d'un développement utile. Tout en reconnaissant ces succès, ils ont instamment prié le Bureau et le système des Nations Unies pour le développement d'intensifier leurs efforts pour renforcer le Bureau et la coopération Sud-Sud dans son ensemble. À cet égard, une délégation a attiré l'attention des participants sur les conclusions du rapport selon lesquelles en 2014, près de 80 % des coordonnateurs résidents avaient reçu des demandes de soutien pour la coopération Sud-Sud, et 20 des 22 organismes des Nations Unies œuvrant à la coopération Sud-Sud avaient confirmé sa pleine intégration dans leurs plans stratégiques. Elle attend avec intérêt la Stratégie de coopération Sud-Sud du PNUD en septembre 2015.

10. Les délégations ont néanmoins regretté la publication tardive du rapport du Secrétaire général, et le temps potentiellement insuffisant dont ont disposé les États Membres pour en examiner le contenu. À cet égard, un groupe d'États Membres a souligné l'importance décisive qu'il attachait à la coopération Sud-Sud et demandé instamment que cette coopération ne soit pas marginalisée dans les discussions sur le développement au sein de l'ONU. Tout au long de la réunion, un groupe d'États Membres a insisté sur ses efforts pour se montrer plus souple et conciliant, appelant les collègues à négocier dans le but ultime de parvenir à un consensus au cours de la réunion, notamment sur la question du renforcement du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

11. Le même groupe d'États Membres, notant les recommandations du Secrétaire général sur l'amélioration de la gouvernance à l'échelle du système, de l'orientation, de la cohérence et de la coordination de la coopération Sud-Sud, afin de maximiser son impact sur le développement formulées dans le rapport (SSC/18/IM/1), a souligné avec préoccupation qu'il conviendrait de faire davantage pour donner au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud les moyens de relever les défis du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cet égard, le

groupe a attiré l'attention sur les points précédemment exprimés qu'il avait espéré voir aborder par le Secrétaire général dans son rapport, en particulier: a) une proposition complète sur la façon de renforcer le Bureau au plan financier, humain et budgétaire, notamment par la désignation d'un Envoyé spécial du Secrétaire général pour la coopération Sud-Sud, tout en précisant la contribution du PNUD; et b) un bilan des progrès dans la mise en place d'un mécanisme interinstitutions mieux structuré et renforcé, coordonné par le Bureau, afin de susciter une adhésion commune aux initiatives Sud-Sud et aux initiatives triangulaires, y compris par un partage d'informations, de résultats et des enseignements tirés.

12. Conformément à la résolution 69/239 de l'Assemblée générale, le même groupe a réitéré son appel à renforcer le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud avant de prendre une décision sur la création d'un Bureau indépendant, détaché du PNUD. Le groupe a également demandé des éclaircissements quant à la préférence accordée par le Secrétaire général, dans son rapport, au renforcement du Bureau sous les auspices du PNUD et les implications en termes de renforcement des capacités. Cependant, d'autres délégations ont soutenu la proposition du Secrétaire général de maintenir le Bureau sous l'égide du PNUD, estimant que cette solution était la plus efficace et pérenne à long terme.

13. Le même groupe a par ailleurs insisté sur sa conception de la coopération Sud-Sud comme une manifestation de la solidarité entre les peuples et pays du Sud qui contribuait à leur prospérité nationale, à leur autonomie nationale et collective et à la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs de développement durable qui doivent être adoptés prochainement. Le groupe a souligné qu'il appartenait aux pays du Sud, comme précisé dans le document final de Nairobi, avalisé par l'Assemblée générale dans sa résolution 64/222 qui a fait suite à la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, de définir eux-mêmes le programme de coopération Sud-Sud en s'inspirant des principes du respect de la souveraineté nationale, de l'appropriation nationale et de l'indépendance, de l'égalité, de la non-conditionnalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et des avantages mutuels. Il a réaffirmé sa position selon laquelle la coopération Sud-Sud ne se substituait pas à la coopération Nord-Sud mais la complétait. Il a par ailleurs souligné que: a) l'aide publique au développement (APD), principale source de financement pour non nombre de pays en développement, devrait viser l'élimination de la pauvreté dans ses multiples dimensions; b) les engagements non respectés en matière d'aide publique au développement pour des objectifs du Millénaire pour le développement non satisfaits devraient être reportés; et c) l'impact du déficit d'APD devrait être évalué dans le contexte de l'examen de la mise en œuvre du consensus de Monterrey de 2002, issu de la Conférence internationale sur le financement du développement et la Déclaration de Doha de 2001 issue de la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du Commerce. Le groupe a mis en avant l'importance de respecter la marge de manœuvre décisionnelle des gouvernements nationaux et les prérogatives de ces derniers pour établir la réglementation sur le financement public intérieur conformément à leurs propres objectifs et besoins, à ne pas confondre avec les objectifs de la coopération Sud-Sud.

14. Les États Membres ont tous insisté sur l'accent placé par la communauté internationale sur la détermination du meilleur moyen d'optimiser le potentiel de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et sur l'instauration d'un

environnement propice au succès des discussions préparatoires en vue de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies de 2016, à la lumière des principes du document final de Nairobi. À cet égard, ils ont identifié un certain nombre de défis, dont la nécessité: a) d'explorer les flux réels de coopération Sud-Sud et la façon dont l'assistance financière, le commerce et les investissements ont redéfini l'architecture internationale du développement; b) de concevoir des mécanismes efficaces de coopération et d'échange d'expériences et d'enseignements tirés; et c) de promouvoir des associations inclusives, regroupant en particulier des universitaires, des pouvoirs locaux, des parlementaires, le secteur privé et des fondations, afin de planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer la coopération Sud-Sud.

15. Un appel a été lancé en faveur de la mobilisation des ressources ô combien nécessaires par l'intermédiaire d'un nouveau partenariat mondial pour la coopération Sud-Sud. En vertu du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés d'Istanbul pour la décennie 2011-2020, adopté lors de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés en 2011, les pays les moins avancés ont besoin d'un ensemble de mesures ambitieuses pour faire face aux défis posés par les objectifs du développement durable et à leurs vulnérabilités uniques, notamment une obligation de rendre compte des promesses de financement pour les ressources de base d'organisations, qui devraient être prévisibles, non préaffectées et non assorties de conditions. Compte tenu de leurs expériences pertinentes et répliquables, les économies émergentes ont, elles aussi, un rôle spécial à jouer pour aider les pays les moins avancés à atteindre leurs cibles dans le cadre des objectifs de développement durable, qu'il s'agisse de lutter contre la pauvreté, les maladies ou un conflit ou encore de relever les défis en matière de santé publique, de changement climatique ou de sécurité alimentaire. Au plan mondial et régional, les pays les moins avancés profiteraient également de réductions tarifaires et de la levée des obstacles à l'accès au marché afin de faciliter le commerce. Des partenariats Sud-Sud pourraient promouvoir le renforcement des capacités de production et des investissements dans les pays les moins avancés, comme moyen d'intensifier leur inclusion dans les chaînes de valeur de l'économie mondiale, tout en améliorant la coopération technique avec les partenariats Nord-Sud traditionnels.

16. Un autre groupe d'États Membres, notant à nouveau la rapidité de l'évolution du paysage mondial du développement et sa nouvelle dynamique de financement, ainsi que la combinaison de donateurs émergents et traditionnels, a souligné la nécessité de dépasser le paradigme traditionnel du développement. Ce changement nécessite davantage d'ouverture sur les échanges d'informations quant aux enseignements tirés des divers modèles de coopération; une meilleure compréhension des avantages, complémentarités et synergies; et des contributions Sud-Sud et triangulaires plus ciblées pour parvenir à des résultats dans les domaines de l'assistance technique, du renforcement des capacités et du financement pour le développement. Il est indispensable de disposer de meilleurs instruments et outils de suivi, d'évaluation et d'établissement de rapports pour tirer ces leçons, s'appuyer sur ces succès et déterminer ceux qui contribueront de la façon la plus efficace et effective à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cet égard, le groupe a encouragé tous les acteurs du développement, y compris ceux engagés dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, à utiliser et mettre à profit les principes d'efficacité du développement identifiés dans les forums internationaux, et plus particulièrement le Forum de haut niveau sur

l'efficacité de l'aide de Busan, en 2011, et la réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement, en 2014. Une délégation représentée au niveau ministériel a fait une présentation de l'exposition internationale EXPO-2017, intitulée « L'énergie future », qui doit se tenir à Astana au Kazakhstan et a pour objectif de promouvoir le développement et l'utilisation des technologies vertes au sein de la Communauté d'États indépendants et partout dans le monde. Les représentants de plusieurs pays ont fait part de leur intérêt à participer à cette manifestation.

Chapitre III

Adoption de la décision et du rapport du Comité et clôture de la réunion

13. Lors de la clôture de la réunion, le 15 septembre, le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud a adopté sa décision et son rapport. Dans sa déclaration finale, le Président du Comité a prié le Rapporteur, Mario Oyarzabal (Argentine), d'établir, avec l'aide du secrétariat, un projet de rapport de la réunion intersessions du Comité, et de le diffuser aux États Membres pour qu'ils fassent parvenir leurs observations avant l'établissement du rapport définitif et sa présentation à sa dix-neuvième réunion.

Chapitre IV

Questions d'organisation

A. Date et lieu de la réunion

14. Le Comité a tenu sa réunion intersessions au Siège de l'Organisation des Nations Unies les 8, 14 et 15 septembre 2015, conformément à la résolution 69/239 de l'Assemblée générale. Le Comité a conclu ses travaux le 15 septembre plutôt que le 8 septembre comme prévu initialement, afin d'accorder un temps suffisant aux négociations.

B. Participants

15. La réunion intersessions du Comité a rassemblé des représentants d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des représentants de certaines institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies. La liste des participants figure à l'annexe I du présent rapport.

C. Adoption de l'ordre du jour

16. Le Comité a adopté l'ordre du jour de sa réunion intersessions le 8 septembre 2015, au début de ses délibérations.

Annexe I

Liste des participants

États Membres des Nations Unies

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cabo Verde, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kenya, Koweït, la Barbade, Lettonie, Liban, Libéria, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Malte, Mexique, Micronésie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam et Zimbabwe.

États non membres ayant une mission d'observation permanente au Siègle

État de Palestine

Organisation intergouvernementale à laquelle a été adressée une invitation permanente à participer en qualité d'observateur aux sessions et travaux de l'Assemblée générale et ayant un bureau permanent au Siègle

Union européenne

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et autres entités

Département des affaires économiques et sociales

Bureau des commissions régionales à New York

Institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation internationale du Travail, Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds des Nations Unies pour la population, programme des Volontaires des Nations Unies

Annexe II

Liste des documents

Ordre du jour provisoire de la réunion intersessions du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud (SSC/18/IM/L.1)

Rapport du Secrétaire général sur le renforcement de l'intégration et de la coordination de la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au sein du système des Nations Unies (SSC/18/IM/1)